Meeting of Peoples' Trade Unionism Network

Aujourd'hui, à Barcelone, nous vous présentons publiquement le Réseau Syndical pour l'Autodétermination des Peuples. Ce réseau est la continuité et l'évolution de ce qui était jusqu'à présent la Plateforme des Syndicats des Nations Sans État (PSNSE).

Le contexte international actuel est conçu pour répondre aux besoins du capital international et du pouvoir des grandes entreprises, au détriment de la classe ouvrière et des institutions où celles-ci ont exercé une certaine influence. Les syndicats et syndicalistes signataires de cette déclaration souhaitent communiquer

Meeting of Peoples' Trade Unionism Network

les réflexions suivantes, tant à nos peuples respectifs qu'à la communauté internationale :

- Nous vivons dans un contexte de crises généralisées. La classe ouvrière mondiale fait face à des crises politiques, économiques et sociales, de plus en plus menacée par le pouvoir croissant d'une élite mondiale toujours plus puissante et interconnectée. Il est de plus en plus urgent de répondre à ces menaces croissantes et interconnectées. Ces menaces sont systémiques, au niveau national comme international, et partagent des

caractéristiques communes en matière de sécurité et de cohésion économiques, environnementales et sociales.

- Face à cette stratégie d'appauvrissement de la classe ouvrière, aux attaques contre nos langues nationales et à la criminalisation de notre droit à résister, il est nécessaire d'approfondir notre organisation et notre solidarité transfrontalières. En tant que mouvement syndical des peuples et de gauche pour l'autodétermination de nos peuples, il est essentiel que nous proposions une

alternative idéologique. Nous avons besoin de niveaux de coordination plus élevés qui nous permettent de briser les barrières et de mieux nous connaître, en reconnaissant la diversité de nos contextes respectifs et l'unité qui guide notre action. Ensemble, nous voulons construire un mouvement qui impulse la transformation dans nos pays.

- Ces dernières années, nous sommes entrés dans une nouvelle phase extrême de régression. Les acquis économiques, du moins en Europe et dans certaines autres régions du monde, ont été perdus. Les niveaux de pauvreté et

d'inégalité ont fortement augmenté. Cela s'est accompagné de la promotion et de l'acceptation, notamment par des secteurs de gauche, de politiques de plus en plus autoritaires, moins démocratiques et plus répressives. L'insécurité économique et sociale qui en résulte est devenue un terrain fertile pour les initiatives et partis d'extrême droite. Cela a affecté les peuples, les syndicats et les mouvements de transformation sociale. L'inégalité et les restrictions des droits et libertés deviennent de plus en plus évidentes pour les secteurs les plus organisés de

la classe ouvrière ; dans les secteurs moins organisés, l'aliénation est un puissant moteur de la réaction.

- Nous sommes particulièrement préoccupés par la montée des mouvements d'extrême droite à travers le monde, et pour cette rencontre syndicale en particulier, par le contexte européen. Les soi-disant normes de « discours politique acceptable » fabriquées par une grande partie des médias dominants limitent le débat et le développement d'alternatives politiques, sociales et économiques face à ce niveau croissant de crise. Cela s'appuie

sur une recrudescence des attaques misogynes de l'extrême droite contre plusieurs mouvements révolutionnaires dirigés par des femmes. Ces stratégies réactionnaires visent de plus en plus les mouvements féministes, les travailleurs migrants et les mouvements d'émancipation nationale, considérés comme des ennemis.

- Les syndicats et syndicalistes pour l'Autodétermination des peuples exigent un ordre international humain, qui donne la priorité aux personnes et non aux intérêts géopolitiques des grandes puissances. Construit sur les piliers de

l'interdépendance et de la diplomatie avec un horizon émancipateur, ce nouvel ordre doit reconnaître que la classe ouvrière n'a rien à gagner et beaucoup à perdre dans un monde où « la force fait le droit ».

- Nous rejetons la tendance internationale à la guerre. Nous défendons le dialogue et la négociation comme outils pour résoudre et trouver des solutions aux conflits. La classe ouvrière a toujours rejeté la guerre et défendu la paix entre les nations. Les syndicats et syndicalistes signataires de cette déclaration s'engagent à construire des cultures de

paix visant à démanteler la machine de guerre.

Pour toutes ces raisons, et avec une grande préoccupation pour le sort de la classe ouvrière internationale, les syndicats et syndicalistes pour l'Autodétermination des peuples constatent la nécessité de parvenir à des accords pour s'unir dans la défense des cadres suivants :

- La souveraineté populaire et le droit à l'autodétermination de nos peuples ;

- La liberté des prisonniers politiques et le retour des exilés politiques ;

Meeting of Peoples' Trade Unionism Network

- Les efforts pour combattre la misogynie et le patriarcat ;

- Des politiques économiques, sociales et fiscales qui rendent le capital transnational responsable et placent la vie et les droits de la nature, des peuples et de toutes les personnes au premier plan ;

- La construction d'un front de résistance entre les peuples qui, à partir du féminisme et de la solidarité internationaliste, soit capable de faire face à la montée

de l'extrême droite et à ses politiques dangereuses ;

- Que nos territoires soient des lieux sûrs et accueillants pour toutes les personnes qui arrivent sur nos terres ;
- L'engagement à construire des cultures de paix qui s'opposent au militarisme ;
- Le recours au dialogue et à la négociation comme mécanismes de résolution des conflits.

Meeting of Peoples' Trade Unionism Network

Syndicats signataires

CSS (Sardinia)
CUT (Galiza)
Intersindical Alternativa de Catalunya (Catalunya)
Intersindical Catalana (Catalunya)
Intersindical Valenciana (País Valencià)
LAB (Euskal Herria)
National Union of Palestinian

Meeting of Peoples' Trade Unionism Network

Workers (JNUPW)
SAVT (Valle d'Aosta)
SLB (Bretagne)
STC (Corsica)
UGT Sario (Western Sahara)
USTKE (Kanaky)

Avec le soutien de

Trade Unionists for a New and United Ireland
Bill Ramsay Ex-président de l'EIS (Écosse)
Coll Mccail, membre du syndicat Unite à Glasgow (Écosse)

Barcelone, le 23 octobre 2025